

Les Béninois approuvent la réponse gouvernementale à la pandémie de COVID-19 mais souhaitent une assistance plutôt équitable

Dépêche No. 423 d'Afrobarometer | Calixte Houedey, Romaric Samson, et Lucrece Ahandagbe

Résumé

Depuis mars 2020, le gouvernement béninois a pris des mesures afin d'éviter la contamination généralisée de la population par le coronavirus. Ces mesures, de nature préventive, sont constituées de la mise en quarantaine des voyageurs ou des personnes ayant été exposées à des risques de contamination, et de gestes barrières dont la distanciation sociale et le port de masque. Par ailleurs, il y a eu l'imposition d'un cordon sanitaire isolant certaines communes du pays avec comme corollaire une restriction temporaire de la mobilité géographique des populations. Durant cette période et au sein de ce cordon, les forces de sécurité et l'armée étaient mises à contribution afin de sanctionner les transgresseurs desdites prescriptions, ce qui a justifié l'adhésion de la population.

Dans les autres espaces de regroupement de la population comme l'éducation, la religion, le sport, la culture, le transport, et l'économie (débits de boisson, boîtes de nuit, etc.), les acteurs ont vécu des moments d'interdiction totale d'activités sur une période avant d'avoir celle où les gestes barrières sont indispensables à observer. Ces séquences temporelles ont permis au gouvernement d'avoir des décisions à la carte. Cette stratégie a favorisé la tenue des examens nationaux pour enfin faire valider l'année académique. Quant aux étudiants, l'alternative des cours de présence physique est celle en ligne où des amphithéâtres virtuels ont vu ainsi le jour.

Certes que l'économie a connu des restrictions, mais tous les marchés sont animés avec des autorisations de circulation des marchandises de grande consommation. La plupart des différentes mesures ont été levées à partir du 2 juin 2020, avec pour maintien strict celles du port des masques faciaux et le lavage systématique des mains en tout espace.

À la date du 28 janvier 2021, le Bénin compte 420 cas actifs pour un total de 3.893 cas confirmés dont 52 décès (Gouvernement de la République du Bénin, 2021).

Un nouveau sondage d'Afrobarometer au Bénin révèle que de grandes majorités de la population sont informés de la pandémie et des efforts pour la combattre. La réponse gouvernementale est plutôt appréciée par le grand public, y compris la fermeture des écoles sur l'étendue nationale comme mesure barrière contre la propagation du virus.

Cependant, en termes d'assistance aux populations durant la crise, les actions du gouvernement sont restées très marginales, et la plupart des citoyens estiment que la distribution de cette assistance était inéquitable.

Par ailleurs, la moitié des Béninois sont sceptiques en ce qui concerne un vaccin contre la COVID-19.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Bénin, conduite par l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG), s'est entretenue avec 1.200 adultes béninois entre le 22 novembre et le 7 décembre 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Bénin en 2005, 2008, 2011, 2014, et 2017.

Résultats clés

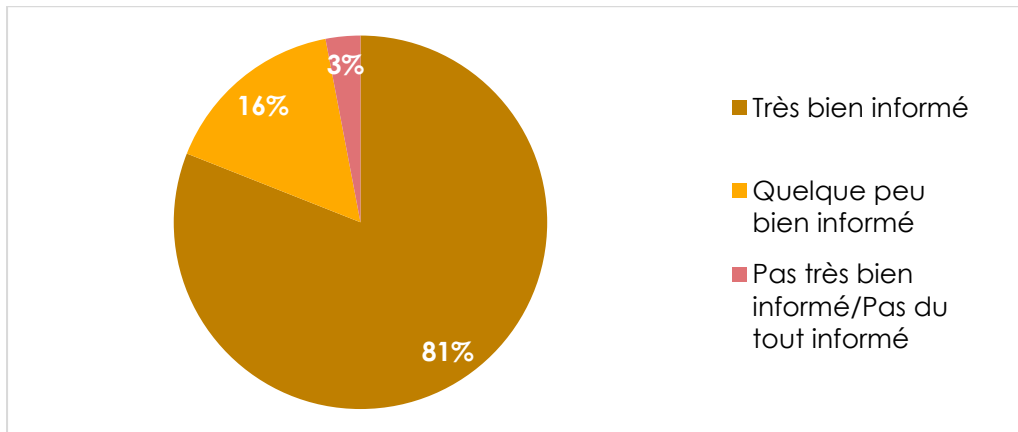
- La quasi-totalité des Béninois se considèrent « très bien informés » (81%) ou « quelque peu bien informés » (16%) sur la pandémie de COVID-19.
- Environ deux Béninois sur 100 (2%) affirment qu'un membre de leur ménage est tombé malade de la COVID-19, tandis que deux sur 10 répondants (18%) disent qu'un membre de leur ménage a perdu son emploi, son entreprise, ou sa principale source de revenus à cause de la pandémie.
- Plus de trois quarts (77%) des Béninois soutiennent la décision du gouvernement de fermer les écoles afin de limiter la propagation de la COVID-19. Cependant, la majorité (61%) estiment que la durée de la fermeture était trop longue.
- Seulement 4% des Béninois affirment avoir bénéficié d'une assistance du gouvernement dans le cadre de la pandémie. Et plus de huit citoyens sur 10 (82%) estiment que la distribution de cette assistance était inéquitable.
- Néanmoins, la plupart (83%) de la population se disent satisfaits de la façon dont le gouvernement a géré la réponse à la pandémie.
- Seulement quatre Béninois sur 10 (39%) font confiance au gouvernement d'assurer qu'un vaccin contre la COVID-19 soit sûr avant qu'il ne soit utilisé dans le pays.
- La moitié (51%) de la population se disent « quelque peu probables » ou « très probables » d'essayer de se faire vacciner si un vaccin contre la COVID-19 devient disponible.
- Plus de la moitié des citoyens affirment qu'une pandémie justifie des mesures gouvernementales portant atteinte aux libertés démocratiques en censurant les médias (56%) et en utilisant les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures de santé publique (81%).
- La majorité (55%) des Béninois privilégieraient le financement de la prévention des urgences sanitaires comme la COVID-19 par rapport à d'autres besoins sanitaires.

Connaissance de la COVID-19 au Bénin

Depuis son irruption, la pandémie du coronavirus a mobilisé les gouvernements et les organisations dans tous les pays du monde a disséminé de l'information pour juguler la propagation du virus. Au Bénin, 97% des populations se considèrent au moins « quelque peu

bien » informées de la pandémie et des efforts fait pour la combattre, dont 81% qui se disent « très bien » informées (Figure 1). Il n'y a pas de différence significative selon les caractéristiques socio-démographique dont l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le milieu de résidence, et le niveau de bien-être économique des populations.

Figure 1: Connaissance de la COVID-19 | Bénin | 2020

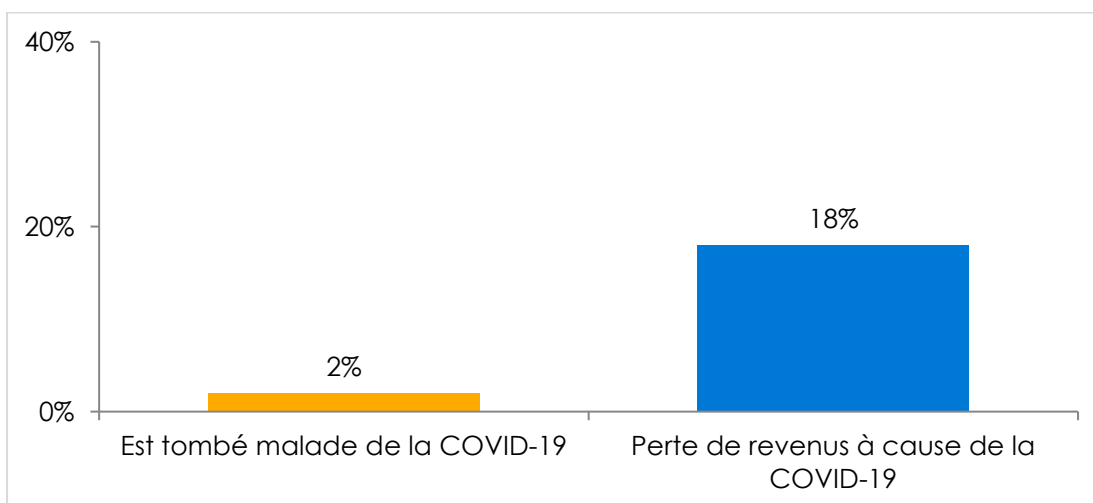


Question posée aux répondants: A quel point diriez-vous être bien informé du coronavirus, ou de la pandémie de COVID-19, et des efforts pour la combattre?

Impacts

Au Bénin comme dans bien de pays, la pandémie continue de mettre à rude épreuve les systèmes de santé publique et les économies, désorganisant ainsi la chaîne des valeurs. En effet, bien qu'une faible proportion (2%) de personnes interviewées disent qu'un membre de leur ménage soit tombé malade de la COVID-19, les pertes de revenus dues à la pandémie sont non négligeables. Plus précisément, 18% de répondants disent qu'un membre de leur ménage a perdu son emploi, son entreprise, ou sa principale source de revenu à cause de la pandémie (Figure 2).

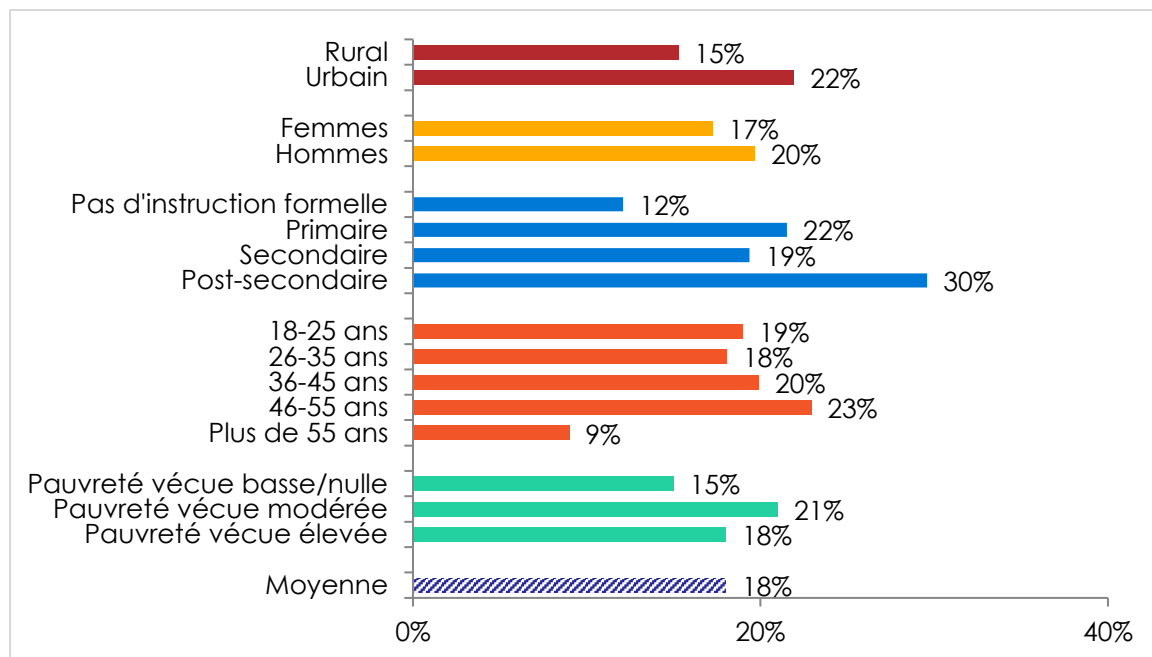
Figure 2: Impacts de la pandémie | Bénin | 2020



Questions posées aux répondants: Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de COVID-19: Être tombé malade du COVID-19? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus?

L'analyse des pertes de revenus due à la COVID-19 selon le profil socio-démographique des répondants révèle que ceux qui sont instruits du niveau post-secondaire ont plus souvent subi de pertes (30%) que leur compatriotes moins instruits (12%-22%) (Figure 3). Selon le milieu de résidence, ce sont les urbains (22%) qui ont plus souvent que les ruraux (15%) subi une perte soit temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus. De plus, cet effet de la COVID-19 est expérimenté plus par ceux qui vivent dans un niveau de pauvreté modérée (21%) ou élevée (18%) que par les mieux nantis (15%).¹

Figure 3: Perte de revenus à cause de la pandémie | par groupe socio-démographique | Bénin | 2020



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque de manière suivante par la pandémie de COVID-19: Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus? (% « oui »)

Mesures de riposte

En vue de contenir la propagation du virus, au Bénin comme dans de nombreux pays, le gouvernement a développé et édicté une première série de 11 mesures de riposte, suivie plus tard de l'établissement d'un cordon sanitaire incluant les communes limitrophes de l'épicentre de la pandémie. Autour de ce cordon dont le nombre de communes a progressivement évolué,² la libre circulation des personnes a été interrompue; les activités

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

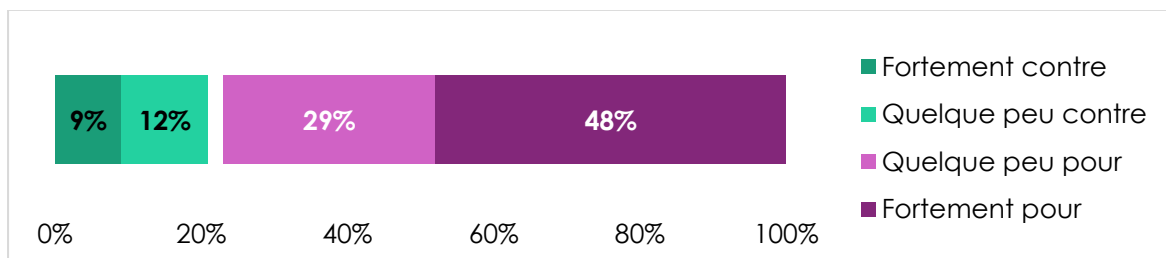
² De huit à 15 communes (Cotonou, Abomey-Calavi, Allada, Ouidah, Tori-Bossito, Kpomassè, Toffo, Zè, Sô-Ava, Aguégoués, Sèmè-Podji, Porto-Novo, Akpro-Missérété, Adjara, et Atchoukpa) entre le 30 mars et le 13 avril 2020.

des entreprises de grandes et petites tailles, y compris les startups, ont diminué; les mouvements de population vers le tourisme sont devenus limités; et la connexion de certains aliments de base ainsi que les échanges avec la partie nord du pays ont ralenti ou arrêté.

De plus, sur le plan scolaire, les écoles et collèges ont fermés, sur toute l'étendue du territoire national, leurs portes à l'apprentissage en présentiel. Ainsi, il a été demandé aux populations si elles sont pour ou contre la décision du gouvernement de fermer les écoles afin de limiter la propagation de la COVID-19. L'analyse des réponses permet de retenir que plus de trois quarts (77%) des Béninois soutiennent plutôt la décision du gouvernement, dont 48% « fortement » (Figure 4).

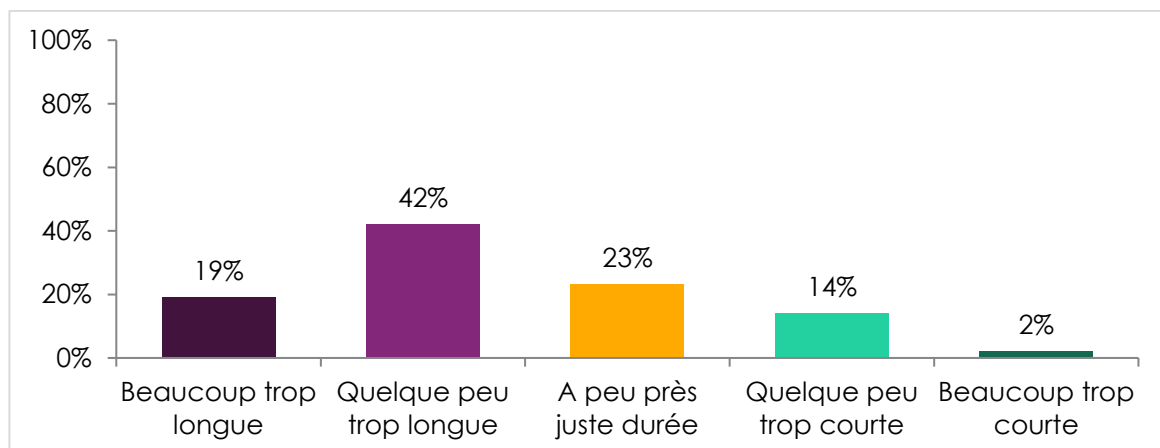
Cependant, la majorité des Béninois trouvent que la durée de la fermeture des écoles était « quelque peu trop longue » (42%) ou « beaucoup trop longue » (19%). Seulement 16% disent que les écoles devraient rester fermées plus longtemps (Figure 5).

Figure 4: Soutien à la fermeture des écoles | Bénin | 2020



Question posée aux répondants: Etes-vous pour ou contre la décision du gouvernement de fermer les écoles afin de limiter la propagation de la COVID-19?

Figure 5: Durée de la fermeture des écoles | Bénin | 2020



Question posée aux répondants: A votre avis, la période au cours de laquelle les écoles étaient fermées, était-elle trop longue ou trop courte?

Assistance et performance gouvernementales

Pour soulager les ménages victimes des effets perniciox de la pandémie sur les activités économiques, les gouvernements et des personnes ressources ont pensé à des assistances diverses. Au Bénin, le gouvernement a adopté une approche d'assistance ciblée, notamment à ceux dont les activités ont été les plus touchées par la pandémie, par exemple, certaines catégories d'ouvriers et les hôtels (Présidence de la République du Bénin, 2020; Gouvernement de la République du Bénin, 2020).

Cependant, la quasi-totalité (96%) des répondants déclarent que ni eux-mêmes ni un membre de leur ménage n'ont reçu une quelconque assistance du gouvernement comme nourriture, paiement en espèces, ou allègement des paiements de facture. Il s'en suit que seulement 4% des ménages ont reçu une assistance du gouvernement (Figure 6). Il n'existe pas de différences significatives selon le milieu de résidence ou le sexe, mais les assistances étaient particulièrement rares pour les citoyens plus âgés (1% de ceux de plus de 55 ans).

En plus, la plupart (82%) des Béninois estiment que les dons du gouvernement pour soutenir les gens durant la pandémie de COVID-19 étaient inéquitablement distribués. La majorité (60%) jugent la distribution « très inéquitable » (Figure 7).

Figure 6: Obtention de l'assistance gouvernementale | Bénin | 2020

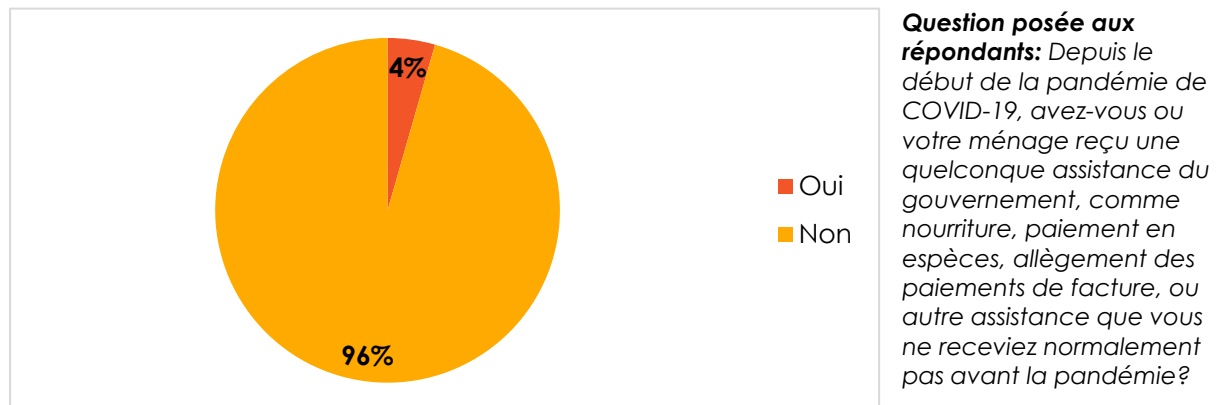
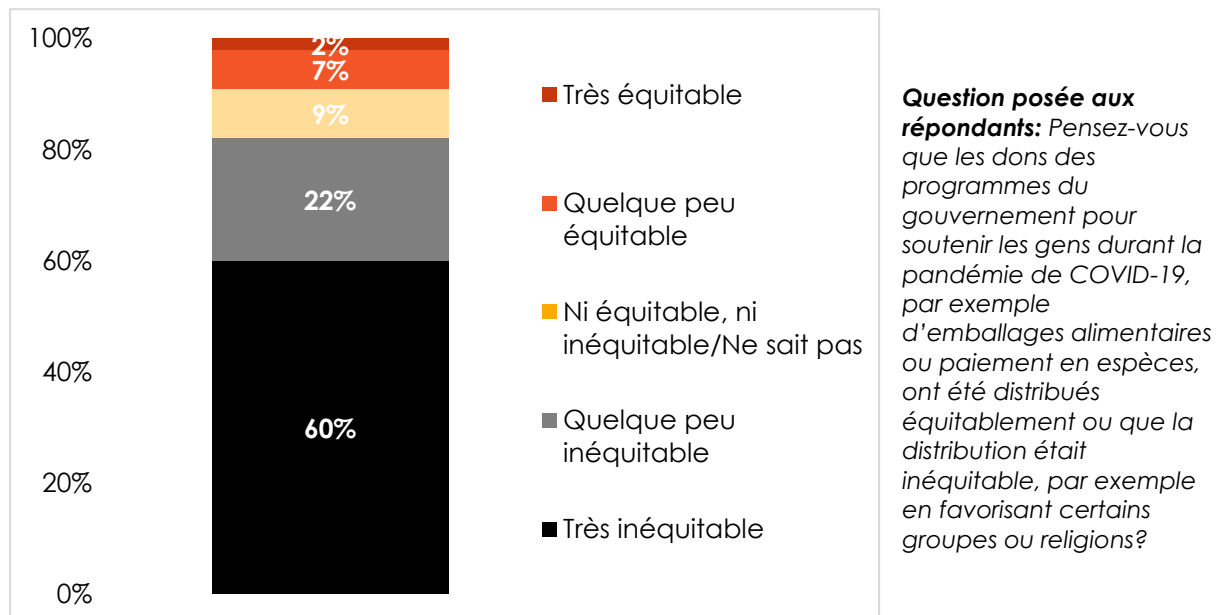


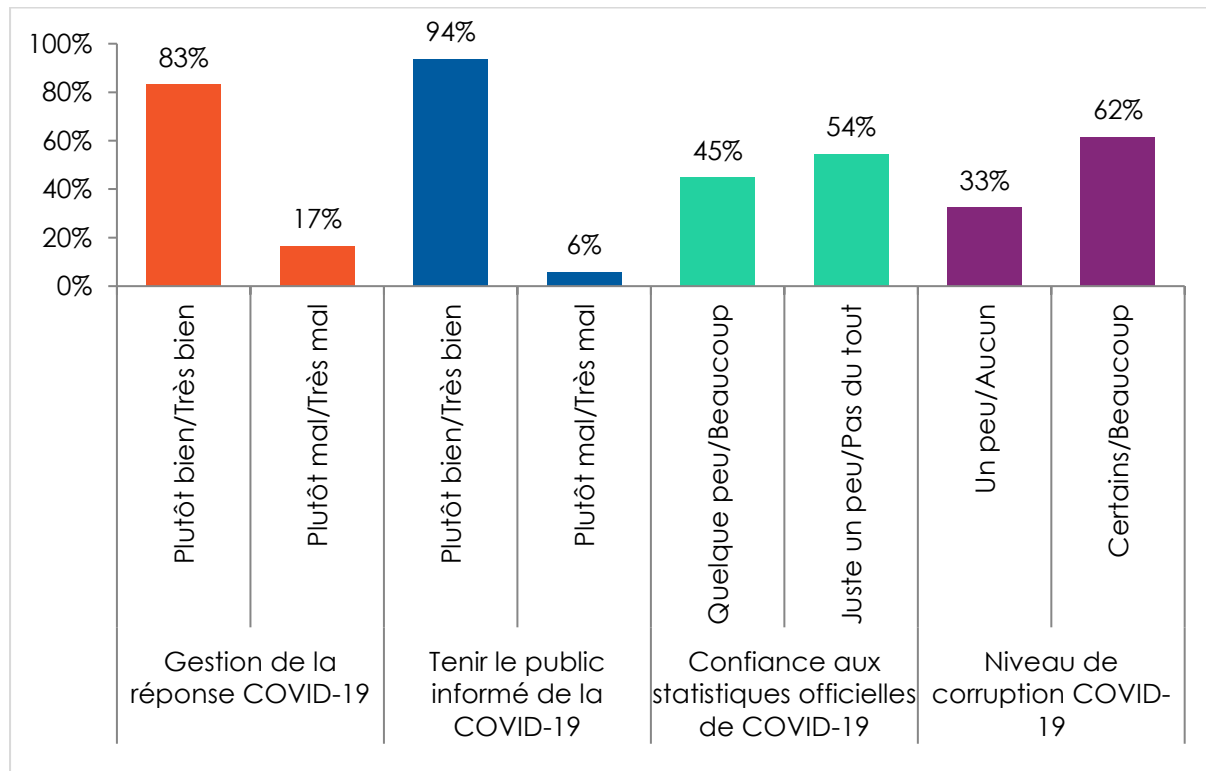
Figure 7: Équité de l'assistance gouvernementale | Bénin | 2020



Cependant, les efforts consentis de façon générale pour faire face à la pandémie sont plutôt bien appréciés. Les Béninois sont beaucoup plus satisfaits que mécontents de la façon dont le gouvernement a géré la pandémie de la COVID-19 (83% contre 17%), et 94% des répondants disent que la performance du gouvernement pour ce qui est d'informer le public est « plutôt » ou « très » bonne.

Mais seulement (45%) affirment se fier aux statistiques officielles de la COVID-19, et la majorité (62%) pensent que « certaines » ou « beaucoup » des ressources disponibles pour faire face à la pandémie se sont envolées à cause de la corruption du gouvernement (Figure 8).

Figure 8: Evaluation des efforts gouvernementaux | Bénin | 2020



Questions posées aux répondants:

A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel répond bien ou mal aux problèmes suivants depuis le début de la pandémie de COVID-19, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Gérer la réponse de la pandémie de COVID-19? Tenir le public informé sur la COVID-19?

A quel point faites-vous confiance aux statistiques officielles fournies par le gouvernement sur le nombre d'infections et de morts due à la pandémie de COVID-19?

Considérant tous les fonds et ressources disponibles au gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption au sein du gouvernement?

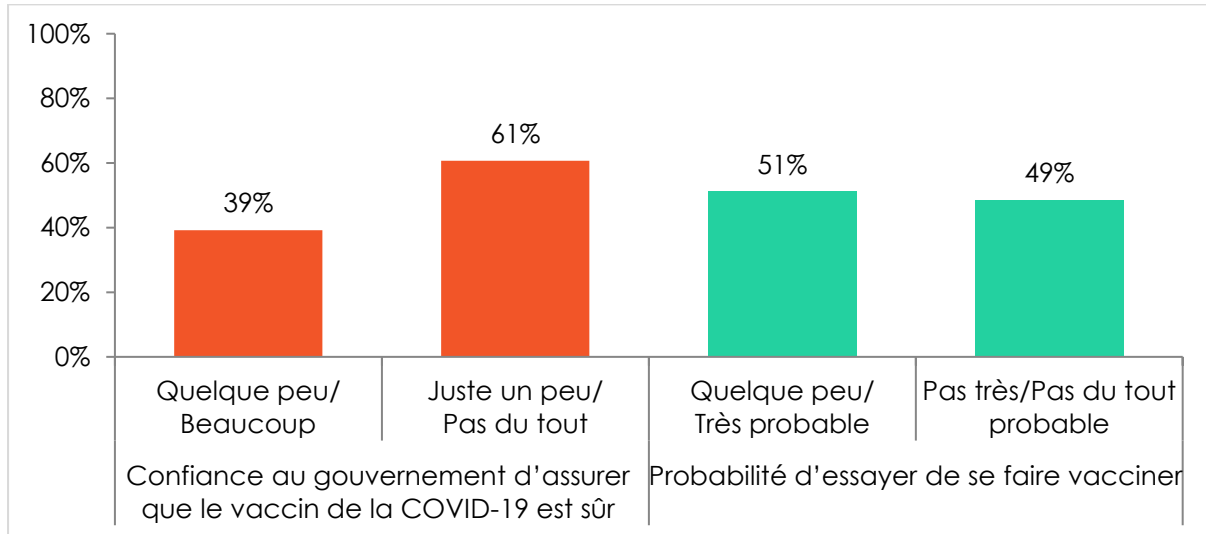
Vaccins

Au regard de la difficulté à respecter le protocole inhérent à la mise en circulation de vaccin, celui contre la COVID-19 continue d'être le sujet de grands débats. Au Bénin, seulement quatre citoyens sur 10 (39%) font « quelque peu » ou « beaucoup » confiance au gouvernement d'assurer qu'un vaccin contre la COVID-19 soit sûr avant qu'il ne soit utilisé.

Un peu plus, voir la moitié (51%) de la population, se disent « quelque peu probables » ou « très probables » d'essayer de se faire vacciner si un vaccin contre la COVID-19 devient disponible. Mais à peu près la même proportion (49%) estiment qu'ils sont « pas très probables » ou « pas du tout probables » de se faire vacciner (Figure 9).

Les résidents en milieu rural sont considérablement plus enclins que les urbains à se faire vacciner (58% contre 44%) (Figure 10). On note que les plus instruits sont beaucoup moins aptes à se faire vacciner que ceux sans instruction formelle (40% contre 58%).

Figure 9: Attitudes vis-à-vis des vaccins | Bénin | 2020

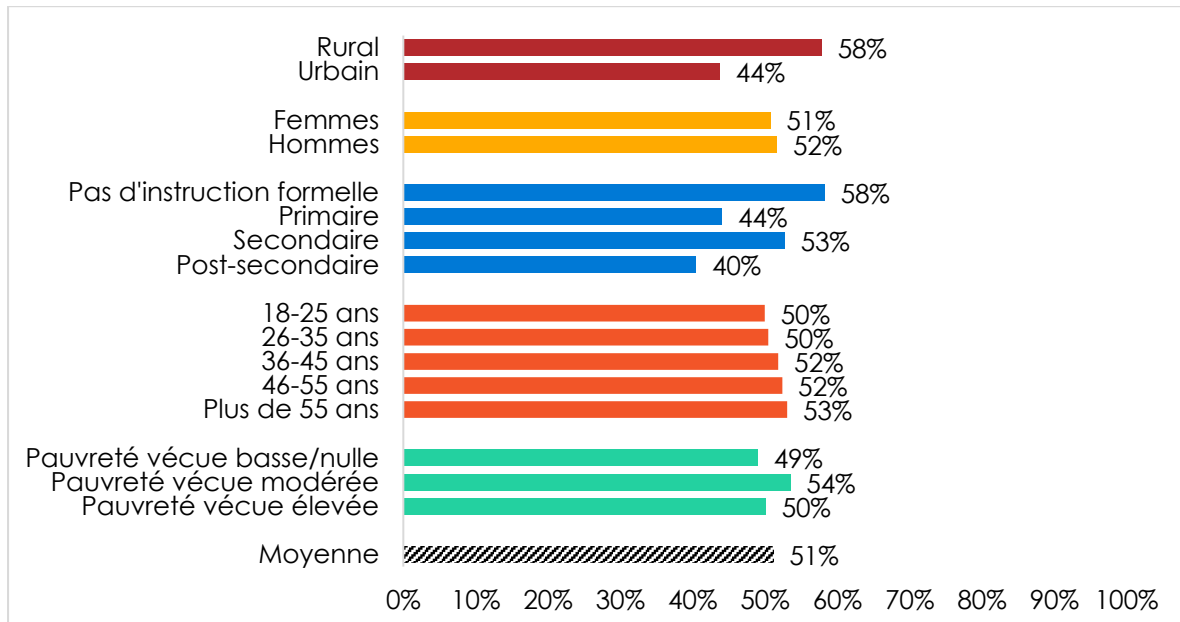


Questions posées aux répondants:

A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert au citoyens béninois est sûr avant qu'il est utilisé dans ce pays?

Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible et que le gouvernement dit sûr, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner?

Figure 10: Probabilité de se faire vacciner | par groupe socio-démographique | Bénin | 2020

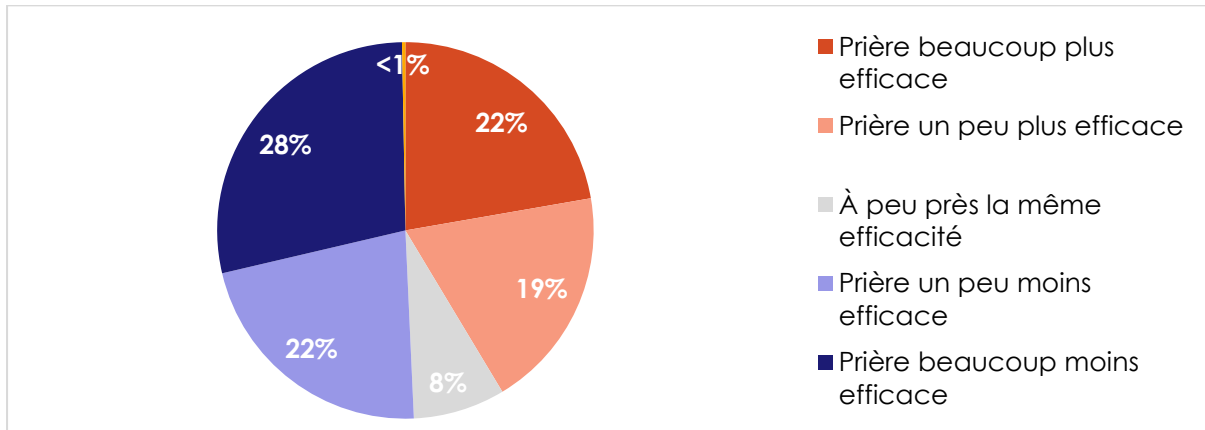


Question posée aux répondants: *Si un vaccin contre la COVID-19 était accessible et que le gouvernement déclare qu'il est sans danger, quelle serait la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner? (% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)*

Par ailleurs, quatre Béninois sur 10 (41%) pensent que la prière est plus efficace qu'un vaccin pour prévenir l'infection à la COVID-19. Mais 50% disent le contraire (Figure 11).

Figure 11: Prière ou vaccin: Lequel est plus efficace contre la COVID-19?

| Bénin | 2020

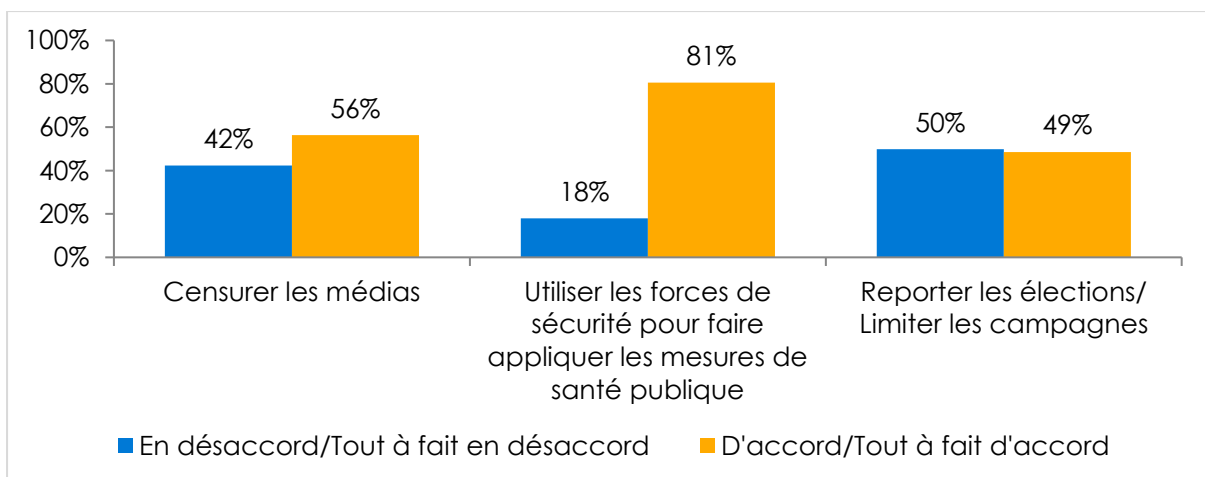


Question posée aux répondants: Certaines personnes pensent que la prière est un moyen efficace de modifier les événements dans le monde. D'autres mettent plus de foi en science pour résoudre les problèmes. D'autres croient aux deux. Et vous? Pensez-vous que la prière est plus ou moins efficace qu'un vaccin le serait dans la prévention de l'infection de COVID-19?

Restriction des libertés et de la démocratie?

Plus de la moitié des citoyens affirment qu'une pandémie justifie des mesures gouvernementales portant atteinte aux libertés démocratiques en censurant les médias (56%) et en utilisant les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures de santé publique (81%). Pour ce qui est de reporter les élections ou de restreindre les campagnes politiques, les avis sont partagés équitablement (Figure 12).

Figure 12: Restriction des libertés en cas d'urgence sanitaire? | Bénin | 2020



Questions posées aux répondants: Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes:

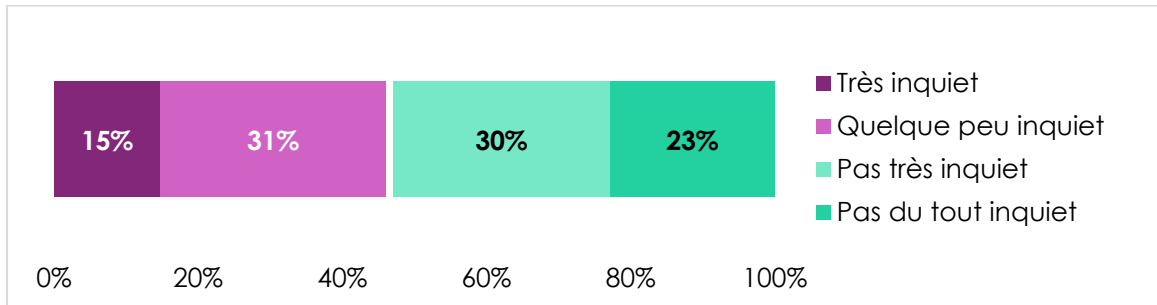
Censurer les reportages médiatiques?

Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures sanitaires de ripostes tels que le confinement, les exigences en matière de masques, ou les restrictions sur les regroupements publics?

Reporter les élections ou limiter les campagnes politiques?

Un peu plus de la moitié (53%) des répondants affirment également ne pas craindre que les hommes politiques du Bénin ne profitent de la pandémie pour accroître leur pouvoir et leur autorité. Mais presque autant (46%) expriment cette inquiétude (Figure 13).

Figure 13: Préoccupation quant aux intentions des politiciens? | Bénin | 2020



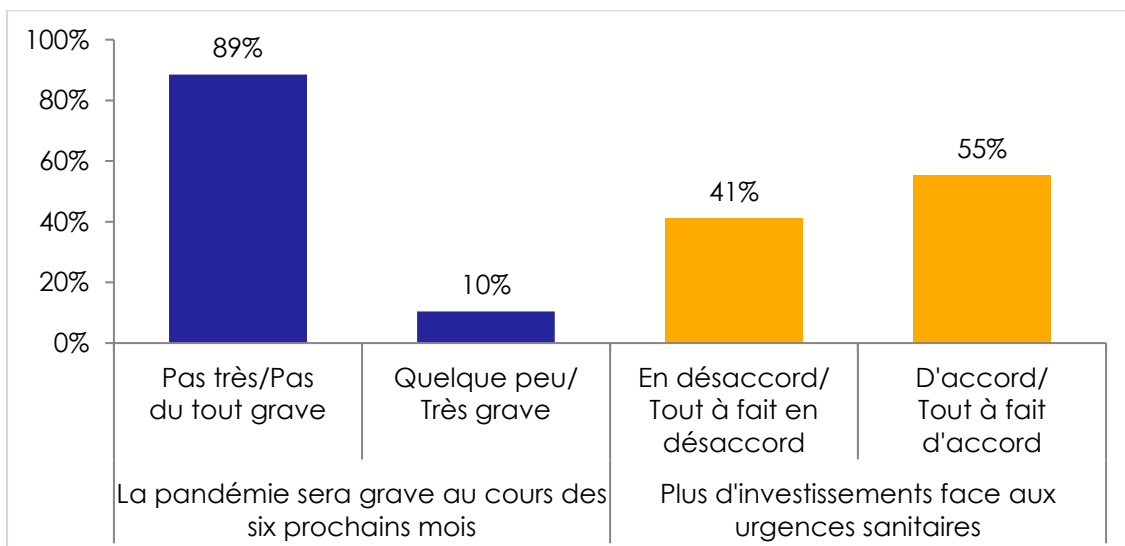
Question posée aux répondants: Dans certains pays, les gens craignent que les gouvernements et les politiciens essaient de profiter de la pandémie de COVID-19 pour augmenter leur richesse ou leur pouvoir, ou pour restreindre de manière permanente les libertés ou la compétition politique. Et vous? Dans quelle mesure êtes-vous inquiet, voire pas du tout, que les choses suivantes se produisent ou pourraient avoir lieu au Bénin: Les politiciens utilisent la pandémie comme une opportunité d'accroître leur pouvoir et leur autorité?

Perspectives d'avenir

Considérant l'avenir, pour près de neuf Béninois sur 10 (89%), la pandémie de COVID-19 ne sera pas très grave pour leur pays au cours des six prochains mois (Figure 14).

Mais plus de la moitié (55%) des citoyens privilégieraient le financement de la prévention des urgences sanitaires comme la COVID-19 par rapport à d'autres besoins sanitaires.

Figure 14: Impact futur de la COVID-19 | Bénin | 2020



Questions posées aux répondants:

Considérant l'avenir, à quel point pensez-vous que la pandémie de COVID-19 sera grave pour le Bénin au cours des six prochains mois?

Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Notre gouvernement doit investir davantage de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé.

Conclusion

La pandémie de COVID-19 au Bénin est une préoccupation de santé publique bien connue de tous. Les pouvoirs publics et les populations décuplent les efforts pour la contenir.

En fait, les citoyens approuvent la réponse gouvernementale à la pandémie, malgré la perception que l'assistance pour faire face à ses effets néfastes n'est pas distribuée de façon équitable et qu'une partie des ressources disponibles se sont perdues due à la corruption.

A l'heure actuelle où des débats se centralisent autour du vaccin, la moitié des Béninois restent sceptiques quant à l'importance de se faire vacciner. Afin de soutenir l'immunité des populations et prévenir les hécatombes, cette réticence, surtout en milieu urbain, sera un défi à adresser avant l'arrivée d'un vaccin dans le pays.

Pour l'avenir, la majorité des Béninois encouragerait le gouvernement à investir plus dans la prévision des urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez
visiter notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Gouvernement de la République du Bénin. (2020). Mesures sociales liées à la pandémie du coronavirus au Bénin – Près de 74,12 milliards prévus.
- Gouvernement de la République du Bénin. (2021). Flash info – COVID-19.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Présidence de la République du Bénin. (2020). Compte rendu du conseil des ministres du 10 juin 2020.

Calixte Houedey est manager à l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Email: -ireg@iregbj.org.

Romarc Samson est associé de recherche à IREG. Email: samsonromarc@gmail.com.

Lucrece Ahandagbé est associée de recherche à IREG. Email: lucreceahandagbe@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 423 d'Afrobarometer | 3 février 2021